

A l'origine ce fut un parti ouvrier informel

S'organiser et intervenir comme ouvrier est déjà un programme. Au moment où les ouvriers comme tels, se réunissent et cherchent une issue à leur précarité, ils trouvent, évidemment dans cette recherche, les voies et les moyens pour la réaliser. Ils n'ont pas besoin d'un programme déjà fin prêt, élaboré dans les plus fins détails, une liste d'objectifs à mi-chemin entre de grandes envolées fanfaronnes et de petits et éphémères résultats.

Ce parti prend possession et exprime sa force sur un territoire qui n'est ni géographique, ni local, ni national : c'est un territoire social. L'usine, ou tout autre lieux de travail où il existe une communauté ouvrière est le territoire du parti ouvrier. Il faut mener une lutte sans merci aux partis politiques des autres classes. L'influence politique sur les ouvriers vient de l'extérieur de ce territoire, les partis politiques touchent les ouvriers à la maison, dans les quartiers, de citoyens à citoyens, le parti ouvrier a à sa disposition un territoire abandonné par la politique. Dans la division des pouvoirs il revient au patron la gestion de son personnel, directement sans interférence de nulle sorte, la production est sacrée. Le parti ouvrier peut exploiter en sa faveur cette situation, la communauté ouvrière peut remplir cet espace vide, trouver en lui, de façon indépendante, une pratique politique qui lui soit propre.

Le parti ouvrier gère la résistance des ouvriers différemment du vieux syndicalisme de collaboration. Le syndicalisme du " mieux vaut ça que rien du tout " a été ruiné par la crise économique qui ne réserve plus aux ouvriers que la misère. Au lieu de se renforcer sur la crise économique comme preuve de la faillite du mode de production fondé sur le profit, les vieux syndicalistes s'entendent pour gérer socialement la misère ouvrière avec les amortisseurs sociaux, dans l'attente que passe la tourmente. Supposons maintenant que la tourmente perdure, que le dépassement de la crise exige des sacrifices insupportables, supposons encore que dans la résistance aux effets de la crise les ouvriers se convainquent que ce mode de production et d'échange a fait son temps et doit être dépassé, vers quelles perspectives devrions nous nous orienter ? Ne revient-il pas au parti ouvrier informel de prendre des initiatives et de préparer des ripostes ?

L'indifférence (ou l'extranéité) d'importants secteurs ouvriers envers les partis classiques parlementaires se manifeste de multiples façons, pas tant à travers l'abstention, bien que se soit un phénomène quantitatif significatif, mais surtout au niveau du militantisme, dans l'apport concret à soutenir tel ou tel projet politique. Les partis que nous connaissons puisent leurs groupes dirigeants dans les autres classes, et sont les expressions d'autres classes. A la base du militantisme des partis qui se disent " des travailleurs ", dans la meilleure des hypothèses, on trouve des enseignants, des employés, des techniciens, jamais des ouvriers. Les ouvriers ont par contre produit, quand ils apparaissent sur la scène sociale, des organisateurs, des agitateurs et des propagandistes qui sont parvenus à mettre dans leur poche des partis

pourvus de grands moyens et de grands soutiens économiques.

Les ouvriers ne peuvent-ils plus produire aujourd'hui une pareille classe politique ? Ne peuvent-ils plus produire des militants de leur cause ? Nier cette possibilité, ne nous convient pas, cela dépend pour quel parti s'engager, pour quel parti commencer à militer, et une possibilité est offerte aujourd'hui : on peut devenir militants et organisateurs d'un parti à nous, pour un parti ouvrier, ou au moins aller dans cette direction comme premiers pas. Les programmes, les formes d'organisation nous les découvrirons ensemble, main dans la main nous nous constituerons en classe et alors en parti politique indépendant.

Au début, chacun reste où il est, continue à sympathiser avec les formations politiques qu'il veut, participer à l'activité des comités, centres sociaux, tel ou tel syndicat de base ou du sommet, le parti informel ne demande pas des actes de foi, il demande seulement que l'on commence à réfléchir et agir en tant qu'ouvrier, à élaborer et soutenir un point de vue sur toutes les questions posées directement. La grande crise dissout le brouillard qui avait caché les intérêts antagoniques sur lesquels reposent cette société; Où donc est passé le travail productif de millions d'ouvriers ces dernières années ? Dans les poches des patrons, dans les banques, dans les prébendes dorées des hauts fonctionnaires. Aux ouvriers les miettes et maintenant la misère. Il est amusant de voir avec quel culot il ose nous inviter à faire cause commune pour surmonter la crise. Mais la crise c'est la crise de leur système, de leur mode d'accumulation sur notre travail est dans une certaine mesure au bord de l'effondrement, et comme des brebis sans cervelle nous devrions accepter des sacrifices pour leur permettre de continuer à s'enrichir en attendant la prochaine crise dévastatrice ? Bienvenu à la grande crise, les révolutions mûrissent là où la vieille structure économique n'est plus en mesure de poursuivre son processus d'accumulation, la rébellion des ouvriers est aujourd'hui possible, le travail directement productif des ouvriers peut servir pour une autre formation sociale sans patrons, banquiers, fonctionnaires bien payés, il doit servir aux ouvriers eux-mêmes.

Nous n'avons pas le temps, les patrons jusqu'à un certain point auront besoin de centraliser l'autorité sur la société, de redéfinir les rapports entre les classes pour remettre sur pied le processus d'accumulation, ils iront jusqu'à remettre en cause le processus institutionnel de l'Etat. Si la forme démocratique ne leur convient plus, ils seront les premiers à en prôner son dépassement. Nous refusons de nous retrouver parmi ceux qui défendent le passé, au-delà de la République des patrons dans la succession historique, on peut envisager la République ouvrière. Pour sauver leurs capitaux, les patrons utiliseront les rapports de force sur le marché mondial et par nécessité " aller vers la guerre ". Les sempiternels appels à l'union nationale vont dans ce sens. Qui peut les arrêter sinon les ouvriers qui sont une classe internationale ? Ouvriers, nous n'avons pas le temps, un parti est nécessaire, présent dans chaque usine, qui s'empresse de se constituer sans inutiles formalités, mais qui commence dès aujourd'hui à intervenir. Il serait temps que chacun se rappelle que les ouvriers

existent, qu'ils sont fait de chairs et de sang, et que personne n'est en mesure de prétendre les représenter politiquement. On atteint l'absurde avec la Ligue de Bossi qui se donne les moyens de représenter des groupes (fasci) d'ouvriers " du Nord ", ouvrant même des sections dans des usines, alors que cette Ligue du Nord représente les pires petits et grands patrons qui, pour assurer leur profit, sont capables d'une exploitation ouvrière sans précédent.

Le parti ouvrier, s'emparant du territoire qui est le sien, c'est-à-dire l'usine, les fera danser, dissoudra la farce interclassiste, et là où il y a le patron, il y aura l'ouvrier qui mènera une lutte sans merci. La terrible lutte entre les classes qui fait si peur, même à la Ligue de " lutte et de gouvernement ".

Maintenant quelques remarques à l'encontre de notre camps, aux travailleurs touchés par la crise et à ceux qui, d'une façon ou d'une autre, disent les représenter. La structure sociale de l'Italie produit et reproduit les paroisses politiques. Nous ne sommes par seulement face à une masse d'artisans, de boutiquiers, mais aussi à des travailleurs indépendants et de fonctionnaires, de professions libérales. Employés de production gérant l'exploitation ouvrière... Chacun avec des intérêts économiques et politiques particuliers. Il est vrai que la crise est en train de produire une diminution de ceux qui croyaient avoir trouvé un poste de travail satisfaisant. Le mécontentement se développe parmi tous les travailleurs, et c'est le produit de la grande crise. Les réponses politiques de chacun de ces secteurs apportent, découlent des conditions sociales particulières qui les distinguent.

Il y a les fonctionnaires qui veulent la défense du " service public ", il y a les employés du commerce qui veulent une politique de relance de la consommation, il y a les chercheurs qui demandent l'augmentation du budget de la recherche, et ainsi de suite... Laissons ici la manie particulière qui consiste à s'inventer des partis de gauche à la gauche de Rifondazione, à chacun son espérance de participer au jeu dans les conseils communaux, régionaux ou au parlement. Parlons plutôt des diverses tentatives de faire vivre les coordinations, les comités syndicaux de base, des centres sociaux qui se concurrencent, des comités d'étudiants en lutte pour la direction et disons leurs que, sans l'apparition des ouvriers il n'y a pas de véritable alternative au système, que sans la centralité (suprématie) ouvrière les petites paroisses ne pourront être dépassées. Il faut mettre sur pieds, dès maintenant, même sur le mode informel, un parti ouvrier avec tous ceux qui veulent profiter de la grande crise pour ouvrir la discussion sur ce mode de production et d'échange. De la plaintive " Nous ne voulons pas payer pour la crise " nous passerons au cri de guerre " Patrons, nous exigeons les comptes de la crise ". Mais, si la constitution des ouvriers en parti apparaîtra comme un fait nouveau, central, des contributions pourraient émaner de la part des militants non ouvriers qui, laborieusement, par leurs propres expériences, par leurs acquisitions théoriques, s'élèveront à la compréhension du rôle des ouvriers dans la possibilité de dépasser ce système.

Passer de l'idée du parti à sa constitution est un pas très difficile, quasi impossible, mais les missions impossibles peuvent se révéler comme les seules viables qui, une

fois réalisées, produisent de grands résultats. A la INNS, le parti ouvrier informel a démontré ce que peut faire une communauté ouvrière unie, qui sait où elle va.

Pourquoi ne pas tenter dans des usines la même pratique organisationnelle ? En peu de mots, est-il est très difficile sur le lieu de travail de se reconnaître et de s'organiser entre ouvriers, comme une section d'un parti encore informel qui va se définir ? La réponse ne peut venir que des usines. Au moment où nous pouvons nous rendre compte que ce projet peut constituer un début viable, nous pourrions commencer avec des réunions publiques dans les divers centres industriels et passer à de nouveaux centres de réflexions. Les prêtres laïcs des petites et minuscules paroisses politiques, qui se réclament des travailleurs regarderont cette proposition avec suffisance, la rejèteront sans appel comme sectaire; ou chercheront de la faire passer sous silence. Mais ils ont faillit sur toute la ligne, quand ils parlent en public pour endormir les gens avec leurs habituelles litanies sur les luttes jamais organisées, sur la généralisation des initiatives lqui se terminent par un accord privé entre deux ou trois individus, sur les chimères d'un grand mouvement qui se déploierait sur leurs objectifs fumeux. Et bien, si les ouvriers les plus avancés ne parviendront pas à régler leur compte à ces individus, il sera bien difficile d'aller vers le parti ouvrier, mais même de ce coté la crise nous tend la main, l'affrontement entre patrons et ouvriers se fait plus aigus et met en lumière la gestion politique de gauche du capitalisme réformé qui a fait son temps.

Ces notes ont été discutées par quelques ouvriers de l'INNSE, ceux sont les mêmes qui ont mené la longue lutte et qui ont gagné sur le terrain le respect de tant et tant de ceux qui les ont soutenus; ce que nous voulons est par dessus tout, en bien ou en mal, une réponse aux interrogations que nous avons posées. Mieux que le silence ou l'indifférence...Notre intention c'est de répondre à tous. S'il arrive des adhésions à notre projet, dans les plus brefs délais possibles, avant l'été, nous organiserons une réunion publique pour nous rencontrer et définir les étapes successives. A l'ordre du jour il n'y aura pas la demande usée de coordonner les luttes, ou comment sortir de la crise sans le courage de sortir du capitalisme, ou encore sauver ce qui peut être sauvé. Nous ferons simplement le point sur l'organisation des ouvriers en parti, nous enregistrerons les usines dans lesquelles nous sommes déjà constitués, nous discuterons comment centraliser nos actions. Cela peut véritablement constituer le tournant politique vers lequel nous pousse la crise, ce serait un résultat de portée historique, et cela dépend de nous.